

POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DU JAPON

Au Japon, c'est le gouvernement national, et en particulier le ministère de l'Industrie et du Commerce international (Ministry of International Trade and Industry — MITI), qui veille à la politique énergétique. L'Agence des ressources naturelles et de l'énergie, un organe du MITI, en est en bonne partie responsable. Elle s'occupe en particulier de l'exploitation rationnelle des ressources énergétiques et minérales, de la stabilité des approvisionnements énergétiques, de la promotion de l'efficacité énergétique ainsi que de l'administration de certaines industries liées au secteur énergétique. La responsabilité de la R-D touchant l'énergie, sauf pour l'industrie nucléaire, est partagée par l'Agence des ressources naturelles et de l'énergie et un autre organe du MITI, l'Agence des sciences industrielles et de la technologie. La R-D du secteur nucléaire est gérée par un troisième organe du MITI, l'Agence des sciences et de la technologie.

Il convient aussi de noter que bon nombre des décisions clés liées à la politique énergétique n'interviennent qu'à la suite de consultations exhaustives en vue de dégager un consensus avec le secteur privé, un travail qui relève dans une large mesure d'un comité consultatif de l'énergie et de ses sous-comités.

Compte tenu de cette situation unique du Japon sur le plan énergétique, on ne devrait guère se surprendre du fait que la politique du pays s'articule autour de trois grands objectifs: assurer un approvisionnement énergétique stable, notamment en ce qui concerne le pétrole dont est actuellement tributaire la structure industrielle du Japon; à terme, parvenir à un meilleur équilibre des approvisionnements énergétiques et à une dépendance moindre à l'égard du pétrole; et rehausser l'efficacité énergétique. Les paragraphes qui suivent décrivent ces trois objectifs et la façon dont le gouvernement du Japon s'y prend pour les concrétiser. Dans la dernière partie du document, on traite des politiques adoptées et de celles qu'on envisage afin de résoudre les problèmes du pays en matière d'environnement. On peut soutenir sans crainte qu'il entre dans ces politiques d'importantes considérations liées à la politique énergétique.